



Juillet 2015

Santé 2020: La protection sociale et la santé

Synergie entre secteurs : pour de meilleurs résultats sanitaires et sociaux

Synthèse

La politique Santé 2020 a été adoptée par tous les États membres de la Région européenne de l'OMS afin de relever les énormes défis que l'Europe affronte sur le plan social et sanitaire. Elle exhorte le secteur de la santé à se rapprocher des divers secteurs et parties et à poursuivre avec eux le travail d'amélioration de la santé et du bien-être de la population. Les sociétés plus égalitaires sont plus heureuses, plus prospères et en meilleure santé. Par leur collaboration, le secteur social et celui de la santé peuvent contribuer à améliorer les conditions de vie et de travail des personnes, des familles et des populations dans la Région européenne, à réduire les inégalités et à soutenir le développement humain ; ce faisant, ils renforceront non seulement la santé et le bien-être, mais encourageront aussi l'émergence de populations et d'économies saines et résilientes.

Le secteur social peut aider à améliorer la santé des personnes et des populations en :

- adoptant des politiques contracycliques, qui renforcent la protection sociale pour les personnes et les groupes menacés par la pauvreté, pour réduire l'impact des cycles économiques ;
 - collaborant avec le secteur de la santé pour offrir un soutien aux enfants, à leurs familles et aux populations et leur garantir le meilleur départ possible dans la vie ;
 - collaborant avec le secteur de la santé pour offrir un soutien aux jeunes adultes et faciliter leur transition vers le monde du travail ;
 - collaborant avec le secteur de la santé pour apporter un appui complet et adapté aux personnes âgées et les aider à rester actives et en bonne santé ;
- collaborant avec le secteur de la santé pour veiller à ce que les groupes menacés par la pauvreté et l'exclusion, notamment les personnes handicapées, soient autonomisés et dotés de capacités ; et
 - collaborant avec le secteur de la santé pour diminuer les inégalités entre les sexes, notamment dans son rôle d'important employeur de femmes.

Messages clés

Le but de Santé 2020 consiste à « améliorer de manière significative la santé et le bien-être des populations, réduire les inégalités de santé, renforcer la santé publique et mettre en place des systèmes de santé universels, équitables, durables, de qualité et axés sur la personne ».



1

La santé et le bien-être sont des biens publics et des atouts pour le développement humain, qui contribuent à bâtir des sociétés fortes, dynamiques et créatives.



2

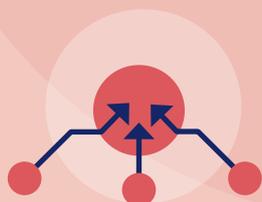
La meilleure façon de garantir la santé et le bien-être est de mener une action pangouvernementale, et Santé 2020 encourage des approches pangouvernementales et pansociétales.



5

La meilleure façon de mesurer le progrès social est d'utiliser des indicateurs objectifs de santé, d'équité en santé et de bien-être, qui incluent notamment les conditions dans lesquelles les personnes naissent, vivent et travaillent.

SANTÉ 2020



4

Les pays, villes et populations sont à des stades différents, chacun est unique et pourra réaliser des objectifs communs en choisissant des voies diverses.



3

La santé et le bien-être peuvent être améliorés et les inégalités de santé peuvent être réduites si l'on mène les bonnes politiques et que l'on oeuvre avec les autres secteurs.



Renforcer le lien entre santé et protection sociale tout au long de la vie

En 2012, les 53 États membres de la Région européenne ont adopté Santé 2020, le nouveau cadre politique commun de la santé en Europe, et se sont engagés à élaborer des politiques intégrées, qui incitent tous les secteurs à agir sur les déterminants économiques et sociaux de la santé et du bien-être. Les actions qui permettent le plus efficacement de réaliser l'équité des résultats sanitaires sont celles qui assurent un niveau et une répartition appropriés de la protection sociale tout au long de la vie, en fonction des besoins. La protection sociale fait référence aux politiques de protection contre les risques et de satisfaction des besoins créés par le chômage, les responsabilités parentales et en matière de soins, la maladie et les soins de santé, les incapacités, la vieillesse, le logement et l'exclusion sociale, sous la forme d'aide et d'assurances sociales. La protection sociale peut amortir la perte de revenus et redistribuer ces

derniers tout au long de la vie, de même qu'entre les individus.

Parmi elles, des politiques de protection sociale complètes peuvent être particulièrement efficaces pour la préservation de la santé pendant les crises économiques. Il a été prouvé que l'investissement dans la protection sociale aide à prémunir les personnes et les familles contre les conséquences néfastes des crises économiques. Associé à l'investissement social, il offre l'opportunité de prévenir la maladie et les invalidités et en définitive, d'améliorer la santé et de réduire les inégalités à cet égard. Les sociétés qui investissent dans la protection sociale, notamment dans des mesures contracycliques, progressent globalement mieux dans le domaine de la santé, en particulier celle des personnes les plus vulnérables, pour lesquelles elles obtiennent des progrès plus rapides.

Santé 2020: un cadre d'action

Le but de Santé 2020 consiste à « améliorer de manière significative la santé et le bien-être des populations, réduire les inégalités de santé, renforcer la santé publique et mettre en place des systèmes de santé universels, équitables, durables, de qualité et axés sur la personne ».

Tous les États membres de la Région européenne de l'OMS ont convenu de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de six cibles communes :

- 1. Réduire la mortalité prématurée dans la Région européenne d'ici à 2020**
- 2. Prolonger l'espérance de vie dans la Région européenne**
- 3. Limiter le manque d'équité en matière de santé dans la Région européenne**
- 4. Améliorer le bien-être des populations de la Région européenne**
- 5. Assurer une couverture sanitaire universelle et jouir du plus haut niveau de santé possible**
- 6. Définir des cibles et des buts nationaux en rapport avec la santé dans les États membres.**

Ce qui permet aux sociétés de prospérer et de s'épanouir permet également aux populations de jouir d'une bonne santé, et les politiques qui en tiennent compte ont davantage d'impact.

Une tâche essentielle consiste à sensibiliser et à renforcer les capacités pour que les objectifs sanitaires fassent partie du développement socioéconomique et humain d'ensemble. Tous les domaines politiques, dont la santé, doivent revoir leur mode de fonctionnement et avoir recours à de nouvelles formes et méthodes politiques. Et cela s'applique à tous les niveaux : local, national et mondial.

Synergie entre secteurs : le soutien à la protection sociale pour une meilleure santé des personnes et des populations

Renforcer le lien entre santé et protection sociale tout au long de la vie

La santé est un puissant levier de la protection et de l'insertion sociales. La bonne santé est le corrélat le plus fort du bien-être tout au long de la vie. Elle donne aux personnes la capacité de travailler, de participer pleinement à la vie de leurs communautés et de s'assumer financièrement ; par conséquent, elle possède le potentiel de briser le cycle de la pauvreté. Lorsque la santé est menacée, les autres objectifs sociaux le sont également. Il existe de solides éléments indiquant qu'un mauvais état de santé réduit les perspectives d'emploi et le nombre d'heures de travail, tout en augmentant la probabilité d'une retraite prématurée et d'un vieillissement en état de pauvreté. Il en va de même chez les enfants : un médiocre état de santé familiale est corrélé à des résultats scolaires inférieurs et à un abandon plus précoce et plus fréquent de la scolarité, ce qui à son tour, augmente le risque d'exclusion à l'âge adulte. Le secteur de la santé peut donc jouer un rôle important dans le soutien des objectifs du secteur social, notamment la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

La protection sociale est étroitement liée à la santé mentale, principale cause d'invalidité et premier facteur d'absence au travail dans la Région européenne de l'OMS. Les troubles mentaux non traités, tels que la dépression, accroissent le risque de chômage et de sortie de la population active ; ils sont

également l'un des motifs les plus fréquents de la retraite prématurée, ce qui aggrave le risque de pauvreté. De nombreuses personnes souffrant de troubles mentaux sont confrontées à la stigmatisation, la discrimination et l'exclusion sociale, alors que des interventions rentables de promotion de la santé et de prévention des maladies peuvent améliorer considérablement la santé mentale. En outre, ces interventions ont prouvé leur capacité à soutenir les personnes dans leur retour à l'emploi et l'obtention de postes de meilleure qualité ; elles renforcent ainsi la protection et l'insertion sociales. Plusieurs études ont montré que pendant la récente crise économique, les pays dans lesquelles celle-ci a le moins influé sur la santé mentale des populations étaient ceux qui possédaient le plus fort dispositif de protection sociale. La protection des groupes les plus défavorisés par de fortes mesures sociales a montré son efficacité dans la dissociation du lien entre perte d'emploi et suicide.

Pendant les dernières décennies, les programmes de protection sociale ont fait des progrès substantiels en matière de réduction du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Cela constitue une opportunité de renforcement du rôle de la santé et de la promotion de la santé dans la prestation de ces programmes. La promotion de la santé influe en effet grandement sur la

mise en activité et l'octroi de capacités aux personnes - qui sont deux composantes majeures de la protection sociale -, de même que sur la construction de sociétés autonomisées et résilientes. L'investissement dans la santé est crucial pour favoriser l'apparition de jeunes générations actives, éduquées et productives, pour autonomiser et donner des capacités aux groupes menacés de pauvreté et d'exclusion, notamment les personnes handicapées, pour diminuer les inégalités entre les sexes et pour préserver l'activité et les capacités des personnes âgées.

Les ministres de la Santé et des Affaires sociales peuvent oeuvrer ensemble pour répondre aux besoins des groupes vulnérables et assurer à tous un avenir en meilleur santé, en particulier lorsque les priorités politiques changent et pendant les périodes d'assainissement budgétaire, de déclin économique et d'austérité. Les secteurs sanitaire et social ont en commun de nombreux types de synergie, de même que des objectifs et des cibles ; leur collaboration rendra possible l'obtention de meilleurs résultats pour les personnes, les groupes et les sociétés.

Synergie entre secteurs : favoriser le développement humain et le bien-être

Comment les secteurs peuvent-ils oeuvrer ensemble?

Santé 2020 offre une plateforme pour l'action commune entre les secteurs sanitaire et social. Grâce à cette collaboration, nous pouvons intervenir, nous attaquer à certains des plus importants problèmes de santé actuels, notamment les inégalités et l'exclusion sociale, et soutenir le développement durable, tout en veillant à ce que les personnes et les groupes puissent réaliser leur plein potentiel.

Les principaux domaines à explorer ensemble sont les suivants :

- élaboration de mesures conjointes de soutien aux populations cibles ;
- mise au point de cadres réglementaires conjoints flexibles, qui admettent les spécificités, l'innovation sociale et le changement au niveau local ;
- adoption de systèmes communs, notamment d'indicateurs, pour le suivi de l'application des politiques et des résultats dans les secteurs ; et
- meilleure utilisation des ressources pour que les populations reçoivent des soins et un appui appropriés.

Comment la protection sociale peut-elle changer la santé?

- En apportant un soutien social adapté aux femmes, aux futures mères et aux jeunes familles
- En permettant aux enfants de prendre le meilleur départ possible dans la vie, par l'attention accordée aux compétences parentales, l'accès à un enseignement de qualité élevée et une transition souple et sécurisante de la scolarité à l'emploi
- En offrant un congé parental payé et d'une durée suffisante pour permettre la formation des liens affectifs, l'allaitement maternel et des soins postnatals adaptés, sans risque de perte de revenu
- En élargissant l'accès à des soins de l'enfant et à un logement à des prix économiquement abordables
- En prévenant l'insécurité financière par une protection contre le chômage
- En prévenant la pauvreté des travailleurs par l'existence d'un revenu minimal
- En encourageant la sûreté des conditions de travail grâce à des dispositifs solides de médecine du travail et à des congés de maladie payés
- En offrant une protection sociale adéquate aux personnes handicapées et à celles qui sont engagées dans la prestation de soins, rémunérée ou non



Collaborer pour améliorer le bien-être des personnes et des groupes

LES DIFFICULTÉS

THE RESPONSE NEEDED

Favoriser un départ en bonne santé chez les enfants

Renforcement de la protection sociale et services sanitaires et sociaux intégrés pour les femmes, les jeunes mères et les familles
Collaboration avec le secteur de l'éducation pour créer des environnements favorables dans les lieux fondamentaux tels que les établissements scolaires

Augmenter la participation au marché du travail, notamment celle des jeunes

Services conjoints, notamment dans les domaines de la santé mentale et de l'emploi, pour faciliter la transition vers l'emploi
Exploration de méthodes innovantes pour soutenir les jeunes dans leur entrée dans la population active

Réduire la pauvreté et l'exclusion sociale

Développement conjoint de stratégies cohérentes d'investissement dans les systèmes sanitaires et sociaux nationaux, pour prévenir et réagir aux problèmes de santé
Contribution à l'émergence d'un environnement commercial en cohérence avec les objectifs sanitaires et sociaux
Élaboration d'approches communes sur les ressources humaines pour la santé

Promouvoir le vieillissement actif

Prestation de services sanitaires et sociaux conjoints permettant une détection précoce des problèmes de santé et encourageant un mode de vie actif et une vie indépendante
Mise en oeuvre de politiques de médecine du travail et de congés de maladie payés, pour soutenir un vieillissement actif tout au long de la vie
Exploration de l'appui aux aidants, notamment par des politiques de marché du travail
Services conjoints de fin de vie

Réduire les inégalités entre les sexes

Accès à une protection sociale adéquate, pour réduire le risque de pauvreté tout au long de la vie
Prestation de services conjoints de lutte contre la violence domestique
Soutien au principe « travail égal, salaire égal » et aux politiques de congé parental, de maternité et de paternité

Comment la santé peut-elle changer le secteur social?

- En promouvant des mesures de santé préventive, telles que la vaccination, une bonne alimentation et des modes de vie sains, pour parvenir à un bon état de santé des personnes, des familles et des populations
- En élargissant l'accès à la prévention et au traitement dans le cadre des services de santé mentale
- En continuant à améliorer la prestation et la qualité des soins de santé par l'accroissement et l'intégration des rôles des professionnels de la santé et du travail social
- En renforçant les politiques de protection sociale pour les agents de santé et leurs familles

Utiliser Santé 2020 comme plateforme d'action commune : une mission politique et des données scientifiques

SANTÉ 2020

La politique-cadre Santé 2020 a une mission politique. Tous les États membres européens l'ont adoptée, et elle peut être adaptée aux différents contextes et réalités qui composent la Région européenne. Elle décrit les moyens d'améliorer la santé et le bien-être, de les inscrire dans la durée et de les mesurer, grâce à des actions qui instaurent une cohésion sociale, une sécurité, un équilibre entre travail et vie personnelle, un bon état de santé et une bonne éducation. Elle demande au secteur de la santé de tenter de toucher les acteurs nombreux et variés évoluant tant au sein qu'à l'extérieur des instances gouvernementales et fournit une inspiration et des orientations sur la manière de mieux relever les défis sanitaires complexes du XXIème siècle. Cette politique-cadre confirme des valeurs et se fonde sur des données scientifiques, définit des orientations stratégiques et des interventions essentielles. Elle s'inspire des données d'expérience glanées lors de la mise en oeuvre des précédentes politiques de la Santé pour tous afin d'orienter à la fois les États membres et le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe.

Dans toute l'Europe, la hausse de l'investissement dans la protection sociale est associée de manière significative à la baisse du taux de mortalité prématurée, en particulier en raison de maladies cardiaques, de la tuberculose ou d'un suicide. Partout où des systèmes de protection sociale couvrant largement la population et offrant des prestations suffisantes et abordables ont été mis en place, la pauvreté et les inégalités ont été réduites ; de même, les politiques d'aide sociale impliquant des allocations plus généreuses et des services de meilleure qualité sont susceptibles d'améliorer la santé publique et de réduire les inégalités à cet égard. Les études montrent que la santé des personnes et des familles s'améliore lorsque ceux-ci bénéficient d'un revenu suffisant pour mener une vie saine, d'un salaire décent, d'un emploi de qualité, de conditions de travail sûres et d'un logement abordable, et lorsqu'ils sont protégés de l'exclusion sociale de manière égale.

Dans les lieux où les dépenses sociales et les droits sociaux sont faibles à modérés, même de petites améliorations dans ces dépenses et ces droits fixés par la loi sont associées à une amélioration de la santé. Ce constat suggère que les pays dont le revenu est le plus faible et les systèmes de protection sociale les moins développés peuvent aisément enregistrer des gains dans ce domaine. Il est également prouvé que sans investissement dans la protection sociale, la croissance économique ne créera pas d'amélioration continue et équitablement répartie de la santé.

Les systèmes de protection sociale plus complets et mieux financés sont des facteurs cruciaux de progrès de la promotion de la santé et de réduction des inégalités dans ce domaine, dans tous les pays. Les gouvernements qui investissent dans la protection sociale et le bien-être de la population investissent également de ce fait dans la santé, présentent un taux de pauvreté moindre, ont une meilleure cohésion sociale, de meilleurs résultats scolaires, une population active plus productive et parviennent à un meilleur état de santé tout au long de la vie.

Santé 2020 considère le secteur social comme un coproducteur de la santé, un partenaire du soutien à des familles, des écoles, des lieux de travail et des populations responsabilisées et en bonne santé, un employeur des femmes et un fournisseur croissant de personnel de santé, un facteur d'influence majeur du développement humain et un partenaire de la lutte pour l'investissement dans des politiques publiques comportant des objectifs cohérents.

Limiter les inégalités en santé

Pour limiter les inégalités en santé, les éléments suivants sont un bon point de départ:

TOUT AU LONG DE LA VIE

- Protection sociale pour les femmes, les futures mères et les jeunes familles
- Éducation et système de soins dès le plus jeune âge, abordables économiquement, de qualité et universels
- Éradication des emplois dangereux et accès à des emplois de qualité
- Action intersectorielle cohérente et efficace pour s'attaquer aux inégalités dont sont victimes les personnes âgées

LA SOCIÉTÉ DANS SON ENSEMBLE

- Meilleure protection sociale, en fonction des besoins
- Création conjointe et partenariat avec les personnes ciblées, la société civile et des partenaires citoyens
- Action de réduction de l'exclusion
- Égalité des sexes

DANS UN CONTEXTE ÉLARGI

- Allègements fiscaux et transferts sociaux pour promouvoir l'équité
- Planification à long terme, grâce à des liens avec les autres politiques

SYSTÈMES

- Cohérence accrue entre les secteurs
- Interventions globales
- Établissement régulier de rapports et examen public

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ | BUREAU RÉGIONAL DE L'EUROPE

UN City, Marmorvej 51, DK-2100 Copenhague Ø, Danemark

Téléphone: +45 45 33 70 00 Fax: +45 45 33 70 01 E-mail: contact@euro.who.int

Web site: www.euro.who.int

